



N'est-ce pas Didier Ratsiraka (tenant la main d'Andry Rajoelina sur la photo) qui avait déclaré, au temps de sa splendeur, que les jeunes sont les piliers («*Andry*» en malgache) de l'avenir

(«*Ny tanora no hanangana ny ho avy*»

) ?

Quelle attitude prendre face à un «*Dadabe*» (grand-père) de 82 ans qui persiste à croire qu'il en a 28 ? De la déférence (Considération respectueuse à l'égard d'une personne, et qui porte à se conformer à ses désirs et à sa volonté) car Didier Ignace

Ratsiraka est un homme qui s'est toujours cultivé, tout au long de sa vie, et parfois, devenu souvent, il a toujours été un grand incompris. J'ai toujours une admiration pour cet officier supérieur de marine que je connais depuis mon enfance au foyer malgache du boulevard Arago (Paris XIIIème). Mais, au fil du temps, il apparaît qu'il est allé de contradictions en contradictions. Cette attitude a un nom : palinodie.

Contrairement au « parler pour ne rien dire » de l'ex-président démissionnaire Hery vaovao, une palinodie (du grec palin, de nouveau, et ôdê, chant) est la partie d'un texte -en général la conclusion- dans laquelle l'auteur contredit ce qu'il avait affirmé auparavant. En politique, la palinodie indique un brusque changement d'opinion. (Larousse). Ci-après, l'origine de la palinodie. « *Stésichore ayant perdu la vue en punition des vers mordants et satiriques qu'il avait faits contre Hélène, il ne la retrouva qu'après avoir rétracté ses médisances par une nouvelle pièce contraire à la première, ce qu'on appelle depuis palinodie* » (Charles Rollin, in « *Histoire ancienne* »).

Qu'a-t-il dit au CCI Ivato, le 25 octobre 2018, dans le cadre d'une conférence qui était tout sauf

« souveraine » (« Masi-mandidy » en malgache) ? Je ne m'attarderai pas dessus. Seulement, je rappellerai, ici, que cela fait des lustres qu'il n'est plus un élu. Par ailleurs, lorsqu'il a parlé d'anti constitutionnalité, en se référant aux 73 députés (sur 149 selon lui) qui étaient sur la place du 13-Mai et qui ont pu faire changer le Premier ministre, il est allé un peu trop vite en besogne. Il est devenu complètement amnésique sur le fait que le 21 avril 2018 il y a eu mort d'hommes comme le 13 mai 1972 ; comme le 10 août 1991 (où il a tenu un rôle majeur pour ne pas dire plus) ; comme tout au long du début de l'année 2002 ; comme le 7 février 2009.

Sauf votre respect, Mon amiral, vous n'avez peut-être pas fait de coup d'état mais vous êtes en train de faire du sabotage pur et simple sur le navire Madagascar. Retour des provinces autonomes, hein ? Amies lectrices, amis lecteurs, j'ai retrouvé un trésor qui vous permettra d'avoir une idée de la palinodie du personnage campé par cet homme, président de la république de Madagascar de 1975 à 1993 et de 1997 à 2002. Il s'agit d'extraits de sa lettre ouverte rédigée le lundi 22 mai 2009, à la villa Madrid à Neuilly et adressée aux facilitateurs de l'époque. A vous, après lecture, de considérer (ou non) le personnage...

Extraits de la lettre ouverte de Dider Ratsiraka aux Facilitateurs

Neuilly, ce 22 Mai 2009

« *Leurs Excellences Messieurs les Facilitateurs,*

Vous savez autant que personne mon engagement dont la constance le dispute au militantisme, en faveur de la paix, de la justice et de la démocratie dans le monde, et singulièrement à MADAGASCAR.

*J'ai quitté le pouvoir en 1992 et en 2002 dans l'intérêt supérieur de la Nation Malgache, en évitant ainsi d'entraîner Madagascar dans le cycle infernal de la guerre civile et ou tribale, dont on sait comment cela commence, mais dont on en ignore l'issue (...). **J'ai toujours refusé la palinodie en matière politique***

. J'ai refusé trois fois de participer à un coup d'état contre le Président Tsiranana et deux fois contre le général Ramanantsoa. J'ai récusé le coup d'état et les auto proclamations de Monsieur Marc Ravalomanana. De la même façon, je récusé l'auto proclamation, le coup d'état et la politique du Fait accompli de Monsieur Andry Rajoelina, que j'ai pourtant aidé au début de

cette crise 2009.

*A 72 ans, au jusant de ma vie, ce n'est pas aujourd'hui que je vais renoncer à mes principes. **Je crois être un homme d'État, je ne serai jamais une péripatéticienne de la Politique.** (...) En tout état de cause et derechef, nous récusons tout coup d'État, toute auto proclamation et tout « dikta » d'où qu'ils viennent.*

Je vous demande, assuré de votre indulgence pour la longueur de cette lettre, d'accepter EXCELLENCE et Chers Frères l'assurance de ma très haute et fidèle considération ».

Signée

Didier RATSIRAKA

Concernant donc les deux derniers paragraphes, en regard de sa position actuelle, en tant que candidat-présent, si ce n'est pas de la palinodie, Dieu que ça y ressemble. Pourtant le début de son parcours politique était très prometteur. A 36 ans, plus jeune membre du gouvernement de transition (il fut ministre des Affaires étrangères et a sorti Madagascar de la zone Franc) de Gabriel Ramanantsoa (non élu), il reçoit, sans être élu, le pouvoir de la part de ses « confrères » du Directoire militaire en 1975, après l'assassinat du colonel Richard Ratsimandrava. Ce pouvoir, Didier Ratsiraka le fait muer en Conseil suprême de la Révolution (Csr) qu'il agrmente d'une Charte malgache de la Révolution socialiste contenue dans l'éphémère « Boky Mena » (livre rouge façon Mao Zedong) qui énonce les principes politiques devant inspirer la nouvelle Constitution soumise à référendum. Le

« Oui »

l'ayant emporté sans coup férir, il est alors enfin élu président de la république démocratique de Madagascar dans laquelle il a institué un régime se voulant socialiste. C'est à ce moment qu'il fonde son parti, l'Arema (

«

Andrin'ny Revolisiona Malagasy

»

– Avant-garde de la Révolution malgache) dans le but d'atteindre

le

« paradisa socialista »

(paradis socialiste). Ce, en regroupant tous les partis opposants dans un Front national pour la défense de la révolution ou Fndr. Mais le paradis socialiste deviendra un objectif utopique avec la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, et l'Amiral Ratsiraka, bien que réélu après un premier septennat (1975-1982), a dû s'ouvrir au libéralisme politique et, donc, au multipartisme.

Après le carnage aux abords du palais d'État d'Iavoloha, le 10 août 1991, une transition libérale (Haute autorité de la transition – HAE) est instituée après l'accord du Panorama du 31 octobre 1991. En 1993, Didier Ratsiraka est battu à l'élection présidentielle par le Pr Albert Zafy, meneur des «*Hery velona*» (Forces vives) de l'époque. Didier Ratsiraka part pour un premier exil en France. Après la destitution du président Zafy, L'Amiral fait un retour triomphal (appuyé par la chanson

«*Lera*»

- L'heure - de Rossy). En 1997, il change le nom de son parti Arema en

Avant-garde pour la Rénovation de Madagascar et

est élu à nouveau face au Professeur. Place à la

«*République écologique humaniste de Madagascar*»

! Concrètement pour celui qu'on surnomme Deba (de «*chef de bande*» et on se demande pourquoi...), il s'agit de

«*développer durablement et harmonieusement la Grande île de l'océan Indien*»

. Personne ne sait ni comment ni avec quoi mais le terme enchante tout un peuple assez loin de la

res publica

...

En fait, cet ultime mandat aura marqué le retour d'une autorité étatique forte et hiérarchisée. La décentralisation prendra la forme de la mise en place de six provinces autonomes (il en a reparlé au CCI Ivato avant-hier). Hélas, en 2002, Marc Ravalomanana, ancien maire d'Antananarivo mettra brutalement fin à sa seconde rêvasserie politique. Pour résumer, après toute une série de mensonges et de faux semblants de part et d'autre, Didier Ratsiraka quitte le pays le 5 juillet 2002, à bord d'un avion français qui décolle à partir de Toamasina. Il s'est envolé pour un second exil qui durera 9 ans et 4 mois. Place à Cécile Lavrard-Meyer qui a publié un entretien biographique contradictoire de l'Amiral : «*Il rentre à Madagascar le 24 novembre 2011. Il fut condamné par contumace à 10 ans de travaux forcés et 10 millions de francs FMG. Sanction amnistiée par la classe politique vers 2012-2013*

(Ndlr : Sous la transition dirigée par Andry Rajoelina).

Il décide de rentrer définitivement à Madagascar en avril 2013 et participe au sommet de la réconciliation nationale initié par le Conseil des églises chrétiennes de Madagascar (FFKM). Le 27 avril 2013, il se porte candidat à la prochaine élection présidentielle. Sa candidature est finalement rejetée par la Cour électorale spéciale (CES) de Madagascar dans sa décision du 17 août 2013»

.

Enfin, dernier baroud d'honneur : sa candidature, déposée à la HCC le 21 août 2018, est acceptée. Il porte le dossard n° 21. Soudain, à trois semaines de la tenue du scrutin du 7 novembre 2018, il réunit une vingtaine de candidats chez lui à Faravohitra. Il devient ainsi le

meneur - non élu donc non muni d'un mandat représentatif officiel- d'un mouvement frondeur qu'il s'est toujours obstiné à refuser et accepter. Cette vingtaine de candidats «*souverains*», ont lancé un ultimatum de 72 heures aux actuels tenants du pouvoir (Gouvernement, CENI, HCC) pour accepter leur desiderata qui sont inscrits -et défense de rire- dans une «*Convention Nationale Souveraine*»
: - réouverture de la liste électorale ; - arrêt de la campagne de propagande par tous les candidats.

Vivement lundi 29 octobre 2018 pour voir alors !

Jeannot Ramambazafy - Article également publié dans "La Gazette de la Grande île" du samedi 27 octobre 2018

